

1ère Edition

SALON VILLES ET TOITS DU CAMEROUN

Douala, du 19 au 20 Décembre 2019
Lieu : Institut Universitaire Saint Jérôme de Douala



► THÈME: LE POTENTIEL DES QUARTIERS POPULAIRES

ACTES DU SALON

Sous le parrainage de la
Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain

&

La présidence de
Son Excellence Monseigneur Samuel KLEDA,
Archevêque de Douala

Salon Villes et Toits du Cameroun, 1ère édition

Thème : « la valorisation du potentiel des quartiers populaires »

Première édition du Salon Villes et Toits du Cameroun, organisé par le CODAS Caritas Douala, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de promotion et de protection du droit au logement décent par l'appui à l'amélioration des quartiers populaires en abrégé Projet « AQP ».

Sous la Présidence de Son Excellence Mgr Samuel KLEDA, Archevêque métropolitain de Douala et le Parrainage de Son Excellence, Mme la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, cette première édition du Salon Villes et Toits du Cameroun, est organisée les 19 et 20 Décembre 2019, dans le somptueux amphi 600 de l'Institut Universitaire Catholique Saint Jérôme de Douala.

Acteurs du Salon

Sous la direction de M. KATIHABWA Pie, Président du Comité d'Organisation ; M. NOUWE Armand, Vice-Président du Comité d'Organisation ; Mme MALIEDJE DJILA Catherine épouse TONDJE, Rapporteuse Générale ; M. SABEYIAM Georges, chargé de la logistique ; Mme SIMO Chanceline épouse TIOFACK, Responsable financière ; Mme SIANI TIENTCHEU Glwadys, Responsable, Trésorière payeur général, M. SONKENG Rodrigue, Chef de protocole ; M. BONTSEBE Jean Baptiste, membre du Comité d'organisation ; M. KOMOCK Dieudonné, assistant au chargé de la logistique ; Mme PAMBOU Monica, responsable du Secrétariat ;

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Présentation des membres de la commission scientifique.....	6
Déroulé du Salon	7
Leçon inaugurale	8
Sessions thématiques.....	13
Sous-thème 1 : les quartiers populaires des villes du Cameroun	14
Sous-thème 2 : les initiatives des quartiers populaires.....	17
Sous-thème 3 : les référentiels en matière d'amélioration des quartiers populaires.....	20
Sous-thème 4 : Partage d'expériences et d'expertise des acteurs œuvrant dans le cadre de l'amélioration des quartiers populaires	26
Recommandations.....	28
Recommandations à l'endroit des populations des quartiers populaires	28
Recommandations à l'endroit du CODAS Caritas Douala.....	28
Recommandations à l'endroit des partenaires du CODAS Caritas Douala	28
Recommandations à l'endroit des autorités administratives des villes camerounaises ..	28

AVANT – PROPOS

L'an deux mille dix-neuf et les jeudi dix-neuf et vendredi vingt du mois de Décembre, a eu lieu à l'amphi 600 de l'Institut Universitaire Catholique Saint Jérôme de Douala et sous la Présidence de Monseigneur BAYEMEG, Vicaire Général de l'Archidiocèse de Douala et représentant de Son Excellence Monseigneur Samuel KLEDA, Archevêque métropolitain de Douala, la première édition du **Salon Villes et Toits du Cameroun**. Une initiative du Comité Diocésain des Activités Sociales et Caritas de l'Archidiocèse de Douala (CODAS Caritas Douala), mise en œuvre dans le cadre de son action de promotion et de protection du logement décent, par l'appui à l'amélioration des quartiers populaires.

En effet, au Cameroun, le taux d'urbanisation connaît une augmentation forte et régulière depuis 1987. Il est passé de 28,5% en 1976 à 37,8% en 1987, et à 48,8% en 2005 (RGPH1 1976, 1987, 2005). En 2005 et selon le 3ème RGPH le Cameroun avait 9 villes d'au moins 100 000 habitants (dans huit régions sur dix), 23 villes d'au moins 50 000 habitants et 78 localités d'au moins 10 000 habitants réparties entre toutes les régions. Cette urbanisation rapide qui est essentiellement le fait, d'une part, de l'exode rural lié à la recherche d'un emploi et/ou d'un meilleur cadre de vie et, d'autre part, du différentiel naissance-décès positif au sein des populations vivant déjà en milieu urbain, s'accompagne de nombreux défis auxquels le Gouvernement et la société civile camerounaise font face. Parmi ces défis figure **l'amélioration des quartiers populaires**, car, comme la plupart des pays en développement, les quartiers populaires constituent un reflet du paysage urbain au Cameroun.

Le Comité Diocésain des Activités Sociales et Caritas de l'Archidiocèse de Douala (CODAS Caritas Douala), à travers son **projet sur la promotion et la protection du droit au logement décent par l'appui à l'amélioration des quartiers populaires**, dit **Projet «AQP»**, veut apporter sa modeste contribution à la valorisation du potentiel existant dans les quartiers populaires de nos villes. Cette contribution passe par des interventions stratégiques suivantes : accompagnement ; renforcement des capacités ; études/recherches et plaidoyer/lobbying. Elle a pour finalité de changer la perception négative et discriminatoire des autorités administratives, des média et de l'opinion publique vis-à-vis des quartiers populaires.

La nécessité d'engager, coordonner, promouvoir et faire connaître des initiatives telles que le Projet « AQP » ainsi que les référentiels d'amélioration des quartiers populaires afin d'engager une fécondation mutuelle des expériences et mieux organiser la contribution des différentes parties dans la recherche permanente des réponses à la question de l'habitat précaire, pour ne laisser personne derrière (ODD 11 et Nouveau Programme pour le Villes) est apparue, au fil des ans, à travers des initiatives essayées, mettant en œuvre diverses parties prenantes isolées.

C'est donc pour pallier l'absence d'un tel espace de rencontre et de concertation, que le CODAS Caritas Douala, en partenariat avec divers acteurs locaux et nationaux, a initié le présent forum dénommée : **SALON VILLES ET TOITS DU CAMEROUN**.

¹ Recensement général de la population et de l'habitat

Les 19 et 20 Décembre 2019 donc, à l'occasion de la 1^{ère} édition du Salon Villes et Toits du Cameroun, il a été question de décrire le cadre de vie des habitants des quartiers populaires des villes du Cameroun ainsi que les initiatives d'amélioration qui y existent d'une part et de présenter les atouts des quartiers populaires des villes du Cameroun à l'opinion publique nationale et internationale afin d'aider ces quartiers à dénicher des accompagnements étatiques et de potentiels bailleurs de fonds à travers des idées de projet d'amélioration de leur cadre de vie, d'autre part. Ensuite, une articulation majeure a consisté à présenter les référentiels et outils en matière d'amélioration des quartiers populaires en vigueur sur le plan national et international. Enfin et de manière transversale, une attention particulière consistant à susciter l'intérêt du domaine de la recherche a été réalisée en dédiant un espace pour des productions (résumés d'articles) et publications (site web du Projet « AQP », actes du salon) sur la thématique de l'amélioration des quartiers populaires des villes du Cameroun.

MEMBRES DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE

Dr BAPES BA BAPES de l'Université de Douala ;

M. TOUMBI Bienvenu de l'Institut Panafricain pour le Développement- Afrique Centrale ;

M. MENYE ME NOAH Fabrice, Expert – Chercheur.

DÉROULÉ DU SALON

Le « Salon Villes et Toits du Cameroun » a effectivement démarré le jeudi, 19 Décembre 2019, par la cérémonie officielle d'ouverture sous la présidence de Mgr BAYEMEG Dieudonné, représentant Mgr Samuel KLEDA, Président du salon et par ailleurs Archevêque métropolitain de Douala. Madame la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, marraine institutionnelle du salon, était représentée par son Délégué Régional pour le Littoral, Monsieur Guy FOMEN.

La délégation officielle était également constituée du Président de l'association des Communes et Villes Unies du Cameroun, Chief Frédéric NGUIME EKOLLO, du président du comité d'organisation, M. KATIHABWA Pie et du vice-président du comité d'organisation, M. NOUWE Armand. Après les allocutions des officiels du jour, la place est laissée au Pr. Auguste NGUELIEUTOU, agrégé des sciences politiques et Vice Doyen, chargé de la programmation et du suivi des activités académiques de la faculté des Sciences Juridiques et Politique de l'Université de Douala, pour la leçon inaugurale, sur le thème : « le potentiel des quartiers populaires ». Le ton est ainsi donné pour la suite des quatre (04) sessions thématiques, qui se sont déroulées le lendemain.

Tout au long des deux jours du salon, nous avons noté la participation de 173 personnes, parmi lesquelles, les organisations, intervenants sur les thématiques urbaines, telles que l'environnement, le logement décent, les évictions forcées, la gouvernance urbaine et locale, l'aménagement des quartiers populaires sous-structurés... les chercheurs/universitaires, les autorités administratives, communales, traditionnelles et religieuses, les hommes et femmes des média et les habitants des quartiers populaires de la ville de Douala.

Les lampions se sont éteints sur la première édition du Salon Villes et Toits du Cameroun, le vendredi, 20 Décembre 2019, après le mot de clôture prononcé par Mgr BAYEMEG Dieudonné. Mais avant ce mot de clôture, les synthèses des travaux et des recommandations du Salon ont été présentées par la Rapporteuse Générale, Mme MALIEDJE DJILA Catherine, épouse TONDJE, suivies du mot de remerciement du Président du Comité d'Organisation, M. KATIHABWA Pie.



LEÇON INAUGURALE

Le **Pr. Auguste NGUELIEUTOU**, agrégé des sciences politiques et Vice Doyen, chargé de la programmation et du suivi des activités académiques de la faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Douala, nous a préparé la leçon inaugurale, dont la quintessence est la suivante et sur le thème : « **le potentiel des quartiers populaires** ». Le ton est ainsi donné pour la suite des quatre (04) sessions thématiques, qui se sont déroulées le lendemain.

Monsieur le Vicaire Général de l'Archidiocèse de Douala

Monsieur le Délégué Régional du MINHDU

Monsieur le Président Régional du Littoral des CVUC,

Monsieur le Maire de Dibombari



Je voudrais bien vous présenter mes hommages à l'occasion de ce salon villes et toits du Cameroun 2019

Mesdames et messieurs distingués invités, en vos rangs, grades et qualités, vous voudriez bien recevoir mes sincères salutations

C'est un agréable devoir pour moi de prendre la parole devant vous afin d'échanger sur un thème, sur une problématique savamment adressée par le CODAS Caritas Douala, c'est une initiative louable, c'est une initiative lumineuse, c'est une initiative salubre, ce d'autant plus que nous sommes plus portés à questionner les choses qui sont parfois distantes de nous, nous sommes posés à questionner les objets qui parfois, n'ont pas un rapport direct avec notre vie. Nous refusant ce présent de questionner notre propre vie et le cadre de vie qui est le nôtre.

Aujourd'hui CODAS Caritas Douala nous invite à faire un exercice réflexif sur nous-mêmes et sur le cadre qui nous entoure est véritablement quelque chose d'intéressant. A ce titre, je vous dis merci Monsieur le Coordinateur.

Mesdames et Messieurs, le thème qui fait l'objet d'échanges est intitulé « **le potentiel des quartiers populaires** ».

C'est un exercice intéressant à partir du moment où il faut se projeter dès l'instant où il s'agit de la vie de l'être humain, la ville comme cadre de vie et comme vie.

59 % de la population urbaine en Afrique subsaharienne vit dans les quartiers informels et d'ici 2055 les résidents urbains de l'Afrique atteindront 1 milliard 200 millions d'après les estimations de l'ONU-Habitat,

A quoi renvoie cette expression, quels sont les défis posés par cette réalité, comment améliorer nos quartiers informels ?

En effet, Il n'existe pas de définition indiscutée, de ce phénomène qui est consubstantiellement lié à l'urbanisation, l'expression des villes sous les appellations locales varient plusieurs types d'habitation, des noms de leurs lieux peuvent devenir des noms communs, par certains cas, des catégories statistiques administratives ainsi quartier Newbell, village, Ndogpassi, Meleng, etc.

Les termes quartiers informels, quartiers populaires, habitat informel, établissement informel, et bien de foyers à faibles revenus sont souvent employés de manière interchangeable dans les travaux des experts et des documents officiels des institutions telles que la banque mondiale, le FMI, l'ONU-HABITAT, le PNUD. Ces différentes formes de logements informels reçoivent donc une kyrielle d'appellations en de nombreuses langues. La terminologie est en effet très riche et fertile avec les noms propres à chaque langue voire à chaque ville. Il s'en suit donc une controverse sémantique au sein des experts pour savoir ce qu'est réellement le phénomène bidonvillais, et quels sont les termes les plus ajustés.

Alors que l'ONU-Habitat dans ces multiples rapports fait prévaloir le terme bidonville pour décrire les ménages où les habitants souffrent donc plusieurs privations dont le manque d'accès au logement durable, le manque d'accès à l'eau potable, le manque de surface de vie suffisante, le manque d'accès aux services de base ; sanitaire, scolaire et infrastructurel, le manque de sécurité et de stabilité, en occupation du sol (la protection contre les expulsions forcées) et la communauté de savoir française (ART) quant à elle reste peu réceptive au mot « bidonville » et préfère l'expression « quartier précaire » les indicateurs répertoriés par ART étalent la vulnérabilité des bâtis, les fonctions non sécurisées de la construction en matériaux de récupération, l'absence dans la plupart des cas des infrastructures d'où la nécessité de trouver le qualificatif « habitats informels, précaires et spontanés ». Quartiers informels, ici les constructions et le cadre de vie passent exactement à côté du droit au logement et de l'urbanisme. Ensuite quartiers précaires, ils le sont en ce sens que les habitations et les habitants y sont peu protégés physiquement et juridiquement. Quartiers spontanés enfin, ils n'ont pas été planifiés, de leur existence déguerpissement de l'impuissance à maîtriser la croissance urbaine.

Mesdames et messieurs, la séquence de production humaine classique s'énonce comme suit : aménagement, construction et installation. On aménage d'abord, on construit ensuite et on y habite enfin. Mais dans la plupart des villes africaines, la réalité des quartiers informels, laisse voir l'inverse, on y habite d'abord, on construit ensuite et on aménage enfin.

En effet, le formel, l'informel, l'un est distant de l'autre, l'informel est consubstantiellement lié au formel. Chaque fois qu'un cadre formel se met en place, une place également est faite pour l'informel. Mieux il faut organiser l'informel, il s'agit de voir dans quelle mesure on pourra suggérer les pistes d'amélioration pour sortir de cette informalité, mieux pour régulariser l'informel.

Mesdames et messieurs, il est beau de débattre sur le sens même de ces différentes appellations et qu'on envisage l'état des lieux en matière de quartier informel. Qu'est-ce que c'est? À quoi cela renvoie ?

Monsieur le Coordinateur, vous avez pour objectif de bâtir, considérer ou de valoriser les quartiers informels certes.

Monsieur le Maire, vous avez pour objectif d'aller au-delà de l'informel et de faire entrer tout le monde dans le formel. Vous voyez que c'est des visions opposées, mais qui sont

complémentaires. La complémentarité viendra de l'aptitude des uns et des autres à pouvoir accorder le violon en termes de régularisation des quartiers informels.

Quartiers informels sont des agglomérations de logements parfois vétustes, marginalisés et situés sur des terres urbaines dangereuses, sur des terres de zones sales, des sols dégradés à proximité d'industries de décharge, dans les zones de marécage, dans les zones inondables et surtout de servitude et surtout les infrastructures de base. Les habitants sont parfois et constamment victime de discrimination, victimes de stigmates, de manque constante de considération et de l'insécurité foncière, ils possèdent d'ailleurs des moyens d'existence précaires et sont exposés aux épidémies tels que le choléra, la violence, de forte vulnérabilité néfaste face au changement climatique, aux catastrophes naturelles nous avons encore en image la catastrophe de Ngouache à Bafoussam, aux inondations, aux éboulements de terre. Les caractéristiques aux conditions sociales précaires qui alimentent les représentations et les externalités négatives, sont donc propices ou convenables : les zones interdites aux touristes, où à partir de telle heure ne vous hasardez pas à vous promener dans tel ou tel quartier. Donc effectivement, Monsieur le Coordinateur, il s'agit là des stigmates, d'inquiétude et toute entreprise en vue de leur déconstruction sera donc une entreprise véritablement courageuse, mais pas impossible. Ce sont des quartiers généralement portatifs mais tolérés et participent de l'existence de la communauté urbaine dans sa totalité.

Bien que ces terres informelles semblent uniformisant nous pouvons noter qu'il s'agit là des représentations et regards portés sur les différents acteurs urbains, notamment les pouvoirs publics sur ces espaces et sur ces populations. Généralement l'image qui est retenue et qui revient de plus en plus c'est l'image de l'espace de non-droit, l'image d'un espace considéré de toute forme de criminalité et d'incivisme, d'absence de titre de propriété, d'activité clandestine, de commerce non déclaré, d'organisation souterraine, de réseau non identifié de trafiquants, de gangs organisés de jeunes délinquants, d'ailleurs les statistiques en Occident austral révèlent qu'effectivement le taux de criminalité s'élève de jour en jour quel que soit le type, quel que soit le motif. Si les représentations et les perceptions véhiculées doivent tout de même être relativisées, il faut noter que ces questions doivent-être enlevées de la mentalité, c'est une stratégie. Car voir le portrait de tous ceux qui y habitent généralement, ce sont des citoyens qui ont été victimes soit d'un certain nombre de catastrophes naturelles, soit ils sont le produit de l'exode rural et qui s'installent nouvellement en ville afin de faire une intégration facile et aisée. Les pouvoirs publics généralement tolèrent car ces zones de non-droit leur permet effectivement de recaser un certain nombre de catégories sociales afin d'éviter le regain parce que également ils ne sont plus en mesure de répondre aux besoins de ces populations qui sortent d'origines diverses.

À présent une fois que ce groupe urbain est construit, comment est-ce que ces deux entités s'accordent à cette perspective d'amélioration des conditions de vie pour la seconde considération des stratégies d'amélioration et de prévention des quartiers informels.

Ces stratégies, elles sont multiples et il est intéressant de constater les importants moyens et ressources mis en place par les pouvoirs publics quel que soit le démembrement,

pour voir comment ceux-ci se mobilisent au jour le jour pour valoriser ces quartiers, pour sensibiliser les autres dans la perspective d'intégrer dans leur psychique le terme « urbanité » parce que vivre en ville, c'est aussi une manière d'être qui va au-delà du discours pour intégrer la manière de faire et la manière d'être. Et à la place de la « construction de la déconstruction », j'envisagerais la « reconstruction » et qui s'inscrit dans une perspective de déconstruction parce qu'en même temps l'invitation est adressée aux pouvoirs publics et la même invitation aux bénéficiaires, c'est à dire aux habitants des quartiers informels pour sortir de l'informalité C'est ainsi que les pouvoirs publics prennent l'engagement de promouvoir le développement urbain surtout dans un contexte comme le nôtre, notamment le contexte de la décentralisation qui contribue à une meilleure compréhension de la situation de quartier informel et expliquer l'importance de l'amélioration comme alternative aux expulsions et exposer les réalités alarmantes des habitats précaires. Il s'agit d'envisager une approche globale pour régler les litiges des quartiers informels existants et empêcher la croissance de nouveaux notamment en envisageant des projets de logements de masse afin de répondre à la pénurie des logements et d'adopter un processus de planification participative. Le gouvernement le sait et reçu en cela par les habitants peut faciliter divers courants de débat national sur l'urbanisation impliquant les villes et les municipalités. Il s'agit d'aller au-delà et d'élaborer des politiques et projets visant à faire escompter ou à reconfigurer les lignes de fracture socio-spatiale que ces quartiers pourraient eux-mêmes dessiner tant en externe vis-à-vis des quartiers dits formels qu'en interne vis-à-vis des quartiers informels. La réduction de la vulnérabilité passe par le changement du paradigme, le changement de la perception des quartiers informels et donc par la création des relations permanentes de confiance entre les populations et les autorités tant locales que nationales.

Par conséquent, travailler à l'éradication des stigmates notamment en transformant les regards peu estimatifs jetés sur ces quartiers en une sorte de potentialités et de richesses. Eh bien ! C'est en classements d'espace de seconde zone c'est-à-dire non conformes aux normes urbanistiques, sous-équipé, dégradant, l'environnement dévalorisant au foncier et l'esthétique urbaine en la réhabilitant à travers des projets de développement urbain.

Ici le terme réhabilitation pose sa palme d'or à côté de la rénovation étant entendu que la rénovation généralement consiste à maintenir sur place en améliorant les conditions d'habitation en équipant le quartier. Or, la rénovation moderne qui cause plus de problèmes consiste à démolir partiellement ou totalement un quartier pour reconstruire sur place ou ailleurs en vue de reloger les populations concernées. Peut-être envisager en cas justement d'une catastrophe naturelle ; éboulement de terre, inondations, j'en passe. Ça c'est une définition mineure, mais la définition majeure voudrait qu'on expulse tout simplement les populations sans obligation de les recaser. C'est là où il y a souvent problème. Ce projet conçu à l'échelle nationale, locale avec l'aide ou non de la coopération internationale peut promouvoir la régularisation, l'amélioration de l'existant notamment en envisageant la construction des routes, la création des espaces verts, les espaces récréatifs, la rénovation et la construction des égouts, les caniveaux pour éviter l'inondation, la démarginalisation (c'est le cas du programme participatif d'amélioration des bidonvilles au Cameroun). La mise en place de cette politique de démarginalisation urbaine permet d'intégrer à la ville les quartiers informels considérés par les autorités comme une anarchie urbaine, comme un

regain de l'urbanisme ou une zone d'inflation collective. Assurer l'accès de tous à un logement décent même s'il reste un objectif lointain et boîte de certitude dont on n'est pas sûr de l'atteindre, il s'agit donc d'assurer l'accès au logement décent à tous et les services de base adéquats et sûrs à un coût abordable car ces quartiers regorgent des potentialités non négligeables qui ne demandent qu'à être considérées et à être vues. Ce sont des quartiers porteurs d'enjeux tant sur le plan économique à savoir celui de la main d'œuvre qui génère des petits métiers tels que : la menuiserie, la soudure, la mécanique, la brocante, les colleurs de roues, les petits commerces, les transactions commerciales et j'en passe. C'est le lieu également où les habitants font preuve d'une créativité voire d'une ingéniosité, à une offre pareille dont il faut assurer la capitalisation dans le cadre du développement local. C'est également le lieu de la marge sociale, les quartiers informels ont pour caractéristiques principales d'assurer le métissage culturel et ce métissage permet de donner corps et un contenu à la notion même du vivre ensemble et à partir de ce moment c'est une donnée non négligeable qui doit être inculquée à la ville.

À partir de ce moment l'État se doit de les accompagner, l'État se doit tout simplement d'anticiper, de prendre les mesures appropriées pour viabiliser leur installation, pour que effectivement la ville redevienne ville c'est-à-dire procède par l'aménagement, procède par le lotissement et enfin rendre possible la construction et plus loin rendre possible cette allégeance du mouvement citadine qui doit être observable dans le cadre de la vie tranquille car la ville est un cadre de vie, mais aussi la ville c'est au-delà du cadre de vie, c'est toute une vie collective assurée par ses habitants. Ainsi, on pourra parler des habitants de Douala qui ont une manière de faire ; leur manière de se comporter différents des habitants de Yaoundé ou des habitants d'autres villes. On pourra bel et bien construire l'identité de cette ville, l'identité d'une ville est construite à partir de toutes ses composantes y compris ses composantes informelles. L'informalité, oui, mais sortir de l'informalité, dépasser le cadre de l'informalité et pour la formalité c'est possible d'où le rôle et l'importance de cet acte réflexif, intellectuel du CODAS Caritas Douala à qui je rends un plus en plus hommage.

Monseigneur, Monsieur le Coordinateur, Monsieur le Maire et distingués invités, voici ce que j'avais préparé pour vous.

SESSIONS THÉMATIQUES

La valorisation du potentiel des quartiers populaires a été retenue comme thème de la première édition du Salon Villes et Toits du Cameroun. Comme sous-thèmes, il a été retenu :

- Les quartiers populaires des villes du Cameroun ;
- Les initiatives d'amélioration des quartiers populaires ;
- Les référentiels en matière d'amélioration des quartiers populaires.

Les panelistes, en dehors de l'Expert de l'ONU-Habitat, les leaders des organisations de la société civile et le Chef du quartier Newtown Aéroport, vainqueur du prix 2019, du quartier propre de la commune d'arrondissement de Douala 2e, sélectionné sur la base de leurs expériences terrains, ont été constitués à l'issue de l'appel à papier, lancé à cet effet. Nous allons vous présenter et selon les sous-thèmes ci-dessus, les résumés des articles proposés.



Sous – thème 1 : les quartiers populaires des villes du Cameroun

Sous la modération du **Dr. BAPES BA BAPES Yves**, les communications suivantes ont été faites :

Communication 1, panel A. Les quartiers populaires au Cameroun : Genèse, atouts et limites, par **M. MESSI MAWOUANG Aristide**, *Community Organizer au CODAS Caritas Douala*

Résumé :

Pendant les deux premières décennies après son accession à la souveraineté nationale en 1960, le Cameroun a connu une remarquable révolution économique et démographique doublée d'une instabilité politique interne, qui a favorisé les migrations des populations dans des zones où ceux-ci pouvaient survivre. Dès lors comment se sont créés au sein de nos villes ces quartiers populaires ? Comment s'identifie un quartier populaire ? Quels sont les atouts et les limites de ces quartiers populaires au Cameroun ?

Aucun travail de recherche ne peut aboutir s'il est exempt d'objectifs. Ainsi, nous avons deux objectifs de recherche :

- Evaluer l'impact de la pesanteur économique sur l'installation et la construction précaire d'habitat des populations dans les quartiers populaires au Cameroun
- Analyser les atouts et les limites de ces quartiers populaires

Ce travail de recherche présente un intérêt certain tant sur le plan théorique que pratique.

➤ **Sur le plan théorique**

Dans une certaine mesure, cette étude va constituer une modeste contribution dans la compréhension et le fonctionnement de ces quartiers dit populaires-là, avec les motivations de ces populations à s'y installer malgré tous les stigmates qu'ils connaissent.

➤ **Sur le plan pratique**

De façon pratique, notre étude contribuera de manière scientifique à l'approfondissement de l'analyse de cette thématique. Alors que les travaux portant sur la dynamique de déconstruction de ces images négatives de nos quartiers populaires se veulent être un peu rares du fait de la volonté de certains de ne jamais voir les autres développés, cette thématique constitue un apport clé en la matière dans le contexte actuel.

Notre méthodologie est essentiellement basée sur une approche qualitative à travers l'observation directe et un échantillon probabiliste vu le délai de rédaction de cet article.

Pour ce travail de recherche, nous aurons comme fondements théoriques, trois théories à savoir « *la théorie de la structuration* » de **Anthony Giddens** pour montrer les relations entre les individus au sein d'un système social et d'une structure sociale qui est ici le quartier populaire ; d'autre part, « *la théorie du bien-être* » de **Baujard** qui est une théorie économique au service de l'évaluation des situations sociales et de la décision publique pour montrer que l'Etat aussi a sa part de responsabilité dans l'expansion de ces quartiers populaires à travers la mauvaise répartition des richesses ; et enfin « *la théorie de la croissance endogène* » de **Romer P** pour montrer les



M. MESSI Aristide

mécanismes de solidarité qui s'opèrent dans ces quartiers populaires tant sur le plan économique que social pour s'adapter et s'intégrer dans la société.

Au terme de cette étude de recherche, nous voulons :

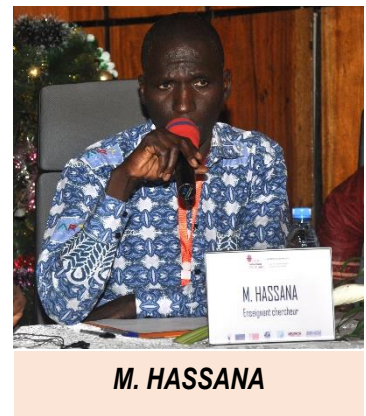
- ✓ Montrer les motivations des populations à s'installer dans ces quartiers populaires
- ✓ Déconstruire l'image négative qu'on a de ces quartiers populaires
- ✓ Emmener les populations qui occupent ces quartiers à comprendre que le développement de leur quartier peut se faire par eux-mêmes à la base en mettant sur pied des comités de développement dynamiques et responsables.

Mots clés : Quartiers populaires, villes, habitat, migrations

Communication 2, panel A. Images et perceptions des quartiers populaires au Cameroun : une analyse à partir de la ville de NGAOUNDERE, par **M. HASSANA**, *Enseignant/Chercheur Département d'histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de NGAOUNDERE*

Résumé :

Dans l'imagerie populaire, les quartiers populaires sont souvent associés aux lieux où se trouvent les gangs de rue, la criminalité, la promiscuité, les violences les épidémies et le désordre urbain. Or, cette sombre image qui est fait des quartiers populaires sur la place publique sont le plus souvent associés aux stéréotypes. Bien au contraire, ils se présentent comme des lieux de repère, d'apprentissage, de construction de soi, d'exploration ou même un réservoir des potentiels qui joue un rôle essentiel dans la vie des jeunes qui y résident. Pour mettre en lumière cette réalité méconnue et redonner une autre représentation à ces quartiers, souvent invisibles, cet article se propose d'approfondir la réflexion à travers le thème intitulé « **Images et perceptions des quartiers populaires au Cameroun** ». La question centrale qui se dégage de cette étude est celle de savoir : quelles sont les images stéréotypées qui sont associées aux quartiers populaires de la ville de Ngaoundéré et quelles en sont les réalités méconnues qui peuvent permettre de les considérer comme des lieux où l'on peut puiser des potentiels pour construire la société ? La réalisation de ce travail nécessite l'exploitation judicieuse des sources écrites et orales. Ainsi, il est question de recueillir des données écrites et des témoignages oraux puis de les analyser. Le traitement critique des diverses informations collectées est fait selon une approche diachronique et synchronique. Ainsi, l'approche diachronique permet de comprendre que les images et les perceptions qui se dégagent des quartiers populaires de la ville de Ngaoundéré sont associées aux stéréotypes tels que lieux de prostitution, d'insécurité, de banditisme, de criminalité, de délinquance, de violence, de maladies et de désordre urbain. Par ailleurs, l'approche systémique permet plutôt de montrer que les réalités méconnues qui peuvent redonner une autre image aux quartiers populaires de la ville de Ngaoundéré sont telles que lieux de repères, d'apprentissage, de construction de soi et un réservoir des potentiels qui joue un rôle essentiel dans la vie des jeunes qui y résident



Mots-clés : images, perception, quartiers populaires, potentiel, Ngaoundéré, Cameroun

Communication 3, panel A. La dynamique de l'esthétique corporelle féminine dans les quartiers populaires de NGAOUNDERE : L'exemple de l'art capillaire de 1958 à 2019, par Dr ATOUKAM TCHEFENJEM Liliane, Département d'histoire Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de NGAOUNDERE

Résumé :

Les quartiers populaires sont souvent considérés comme de grands foyers d'insécurité et de pauvreté. Pourtant, ils regorgent aussi d'énormes potentialités artistiques, culturelles et économiques. Dans les quartiers populaires de Ngaoundéré tels que Baladji1, Burkina et Joli-soir, l'art capillaire est très développé au vu non seulement du nombre considérable des salons de coiffure, mais aussi des points de vente de divers artifices destinés à rehausser l'éclat des différents modèles. En plus d'être une activité artistique, la coiffure est également une activité économique importante, car elle génère des revenus qui assurent la survie de nombreuses familles. Les salons de beauté accueillent au quotidien des femmes d'âges différents, aux catégories socioprofessionnelles et aux appartenances ethnique et religieuse diverses. La coiffure participe ainsi à la mise en relief du corps à de fins esthétiques, à la séduction, à la satisfaction personnelle et au souci d'adhérer à la mode. Concernant le cadre théorique de cette étude, nombreux sont ceux qui confinent l'esthétique corporelle en général et l'art capillaire en particulier au domaine poétique qui célèbre la maternité, la beauté, la séduction, le courage, le dévouement de la femme africaine. Pourtant, l'esthétique corporelle peut renseigner sur l'environnement écologique, la vie politique, économique, culturelle, artistique ou religieuse dans une société, pendant une période donnée. En effet, dans les sociétés africaines l'écriture d'origine européenne ne s'est progressivement divulguée que pendant la période coloniale. Les insignes comme les coiffures et les parures étaient un langage hautement expressif pour ceux qui savaient les décrypter. En quoi les coiffures constituent-elles un riche potentiel dans les quartiers populaires ? L'exploitation judicieuse des sources écrites, électroniques, iconographiques et orales, couplée à une démarche historienne et à une analyse critique des faits nous permettent de répondre à cette question fondamentale. Dans l'ensemble, cette étude permet de valoriser l'art capillaire traditionnel en déperdition et peut en même temps permettre de découvrir le riche patrimoine culturel dont regorgent les quartiers populaires de Ngaoundéré. Un inventaire quasi-systématique de la typologie, de la diversité, de la symbolique, des modèles de coiffure ainsi que leur évolution, entre 1958 et 2019 constitue l'ossature de ce travail.



Dr ATOUKAM Liliane

Mots clés : art capillaire, esthétique corporelle, femme, quartiers populaires, Ngaoundéré.

Sous – thème 2 : les initiatives des quartiers populaires

Les communications suivantes ont été faites, sous la modération du **M. TOUMBI Bienvenu**, enseignant à l'Institut Pan Africain pour le Développement – Afrique Centrale :

Communication 1, panel B. Les dynamiques socio-économiques des bidonvilles, par **M. NSANGOU Syrac Théophile**, et **KINGUE NSANGUE Frank Donald**, tous deux *Community organizer au CODAS Caritas Douala*.

Résumé :

Cette étude a pour objectif d'analyser les dynamiques socioéconomiques qui se construisent dans les quartiers populaires. S'investir dans une telle recherche pourrait permettre de mieux structurer les politiques d'aménagements urbains en y intégrant dans cette planification la prise en compte des réalités locales. En effet les quartiers populaires se conçoivent le plus souvent par la précarité du milieu. Cet imaginaire social contribue à la construction des préjugés et des étiquettes négatives. Par ailleurs, les politiques d'aménagements de ces quartiers, lors de leur conception n'adoptent pas une approche participative pour favoriser une concertation pluri acteurs. Cette situation renforce l'idée de stigmatisation chez les populations et les confortent dans une situation de résistances lorsqu'elles sont organisées en collectif générant ainsi un lien social conflictuel entre les parties en présence. Pourtant, les quartiers populaires regorgent des potentialités et des compétences diversifiées qui participent à la production de la vie sociale. Ces potentialités participent à leur manière à construire un cadre de vie qui facilite les interactions sociales entre individus. Face aux politiques et programmes qui sont parfois en déphasage avec les aspirations des populations, d'aucuns développent en individuel ou collectif des stratégies pour construire un espace social adapté à leurs moyens. Cependant, comment les acteurs locaux parviennent à construire une dynamique socioéconomique dans un espace social soumis à de nombreuses difficultés ? Deux approches théoriques ont été retenues dans le cadre de cette étude : l'ethnométhodologie et la théorie de la participation. L'appropriation de la théorie de la participation dans cette rédaction nous donne l'illustration sur les contributions que les acteurs locaux apportent en fonction des capacités dont ils disposent dans la construction du développement local. Elle se manifeste par les manières de s'organiser et de prendre en charge son propre développement dans des niveaux accessibles en fonction de la disponibilité des ressources des différents acteurs. L'hypothèse générale est la suivante : les dynamiques socioéconomiques dans des quartiers populaires dépendent des initiatives individuelles ou collectives dans la construction du développement local. Ces initiatives englobent les différents aspects de la vie sociale, économique, culturelle et environnementale qui se construisent au quotidien. La méthode de recherche privilégiée est qualitative et les outils de collecte des données retenus sont : le guide d'entretien et l'observation participante. L'échantillon est non probabiliste à choix raisonné constitué de quatre catégories d'acteurs : des acteurs économiques, des associations de jeunes, des autorités locales et des ménages. L'étude se déroule à Douala plus précisément dans l'arrondissement de Douala IV au quartier Mambanda qui est selon les statistiques de la Mairie de Douala IV le plus grand quartier de Bonabéri que ce soit au niveau démographique que spatial. Cette zone a tiré sa célébrité des étiquettes, construits sociaux que certains acteurs politiques et médiatiques l'ont attribué sur la notion de « promiscuité et précarité ». Pourtant regorgeant de nombreuses potentialités et ressources contribuant tant bien que mal au développement national. Les résultats auxquels nous pourrions aboutir sont : a) Les acteurs pour améliorer leur cadre de vie s'investissent de façon individuelle ou collective dans des actions d'assainissement de leur espace social, b) Les acteurs locaux construisent de façon consensuelle des formes de sécurisation des quartiers face aux défaillances policières. C) Les quartiers populaires constituent un réservoir de compétences diversifiées. Néanmoins l'entrepreneuriat culturel sert soit de levier économique, soit de publicisation des quartiers ou encore de voie d'expression politique.



M. NSANGOU Syrac

Mots clés : dynamique socioéconomique, participation, développement local, potentialités Mambanda,

Communication 2, panel B. L'amélioration des conditions sécuritaires dans le quartier populaire Joli-Soir dans la ville de NGAOUNDERE (1963 – 2018), par Dr. BABAROU, Département d'histoire Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de NGAOUNDERE

Résumé :

Depuis le début des années 1960, les quartiers de Ngaoundéré font face à l'insécurité qui préoccupe leurs habitants et leurs dirigeants qui ne cessent de se battre pour améliorer les conditions sécuritaires de ces quartiers. Le quartier Joli- Soir est devenu avec le quartier voisin de Baladji1, le secteur de production de boissons alcoolisées artisanales. C'est aussi un secteur où l'activité de commerce sexuel se pratique. Bien que génératrices de revenus, ces activités seraient à l'origine de l'insécurité au quartier Joli-Soir. C'est dans cette lancée que des mesures sécuritaires ont été conjointement prises par les forces de maintien de l'ordre (bouclages du quartier, patrouilles nocturnes, rafles inopinées, etc.) et par les populations locales venues en renfort à travers la mise sur pied dans le quartier Joli-Soir, d'un comité de vigilance œuvrant dans la nuit et dont les résultats sont satisfaisants. Ce travail vise à répondre à la question de savoir comment l'insécurité a-t-elle pu s'incruster au quartier joli-Soir et quelles sont les mesures entreprises pour la combattre ? Le cadre théorique que nous élaborons dans cette étude repose essentiellement sur des théories sociologiques et économiques. Les théories de la délinquance sont mobilisées pour rendre compte de la vulnérabilité des quartiers populaires. En effet, la trame théorique de ces analyses porte sur les travaux de Richard Tremblay et Daniel Nagin portant sur les origines développementales de l'agression physique au cours de l'enfance et leurs liens avec les violences criminelles à l'adolescence (Tremblay, 2008). À partir d'enquêtes menées dans les milieux de production de la bière traditionnelle et auprès des prostituées, nous adoptons une approche méthodologique mixte, c'est-à-dire une recherche qualitative couplée à la méthode de collecte des données quantitatives. À partir d'une approche diachronique, nous allons étudier l'évolution de l'insécurité en mettant en exergue les activités socio-économiques (prostitution et vente des boissons traditionnelles) comme causes essentielles de la criminalité urbaine. La synchronie quant à elle nous aide à étudier les initiatives sécuritaires prises en vue d'éradiquer cette insécurité. Pour réaliser ce travail, nous avons fait des descentes sur le terrain à partir de plusieurs méthodes à savoir : l'observation, les entretiens, l'administration des questionnaires, l'analyse et l'interprétation des données recueillies. Pour ce faire, nous avons adopté trois étapes : la collecte, l'analyse et le traitement des données.

Sur le plan purement pratique, il est donc question de mettre à la disposition des différents acteurs urbains des outils d'aide à l'amélioration des conditions sécuritaires dans les quartiers populaires de la ville de Ngaoundéré.

Mots clés : quartiers populaires, insécurité, comité de vigilance, Ngaoundéré, prostitution.



Dr BABAROU

Communication 3, panel B. Les quartiers populaires comme niche des initiatives innovantes en matière d'adaptation aux difficultés d'implantation des logements dus aux risques naturels : Cas de MAKAPE MISSOKE, par Dr. NJOUONANG DJOMO Harold Gaël et Dr. MEDIEBOU CHINDJI, tous deux spécialisés sur les questions foncières en Afrique subsahariennes, Chercheur au Département de Géographie, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I.

Résumé :

Au Cameroun, la crise économique a accentué les migrations vers les villes et leurs conséquences sur l'accès au logement. Et face à l'incapacité de la puissance publique et du secteur privé formel de produire suffisamment de logements bon marché les citoyens sont eux-mêmes les producteurs de leur habitat, généralement sur des terrains en principe non-constructibles, et dans une dynamique d'auto construction. C'est la réalité qui se vit aujourd'hui au quartier Makèpè Missokè. En effet, Après les périlleuses étapes de recherche du terrain, et de mobilisation des ressources financières, les acteurs doivent maintenant faire face aux risques liés au milieu physique qui se montre assez hostile à toute installation. Tel est le point de départ de la mise en place des quartiers populaires où chacun est désormais obligé de faire appel à son ingéniosité pour implanter son logement. Comment comprendre donc les initiatives innovantes développées par les populations de Makèpè Missokè, dans leur souci d'implanter leurs logements sur des sites sensibles à des risques naturels ? L'objectif de cette réflexion est d'analyser les initiatives développées par des populations du quartier Makèpè Missokè en matière d'implantation des logements. L'intérêt d'une telle réflexion est de mettre en avant les mesures d'adaptation développées par des populations face aux risques naturels. Il s'agit très souvent des pratiques dont elles seules ont la maîtrise et qui leur permettent effectivement de s'installer au mépris du risque, tout en limitant leur niveau de vulnérabilité. Cette recherche a été élaborée sur la base d'enquêtes basées sur des techniques ethnographiques classiques. Il s'agissait d'abord d'une observation directe sur les pratiques développées par les populations du quartier Makèpè Missokè dans l'édification de leurs logements. Cela a permis d'apprécier la diversité des initiatives en cours dans ces quartiers. Ensuite, il sera question d'échanger avec ces populations par le biais d'un questionnaire afin de collecter les informations relatives non seulement aux raisons de leurs installations dans le quartier et les risques auxquels elles font quotidiennement face, mais aussi sur la vitalité de ces initiatives par elles développées afin de pouvoir s'implanter au mépris du risque. Sur une moyenne de 6494 ménages présents dans ce quartier d'après le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2005, et en considérant la formule d'échantillonnage de Nwana (1982), 135 ménages seront approchés de part et d'autre de ce quartier, et le choix des ménages sera lié au caractère innovant des stratégies d'implantation du logement. Les logements innovants seront identifiés sur la base de l'ingéniosité (Formes d'adaptations au risque) mis en œuvre par les propriétaires pour implanter leurs logements, et ce au-delà du risque que représente le milieu. Nous avons donc porté notre attention uniquement sur ces logements qui laissent entrevoir des initiatives d'adaptation particulières. A partir de cette méthodologie déjà en cours, nous espérons aboutir à l'identification, des risques auxquels s'exposent les populations installées à Makèpè Missokè ; Analyser les pratiques populaires innovantes d'édification des logements à Makèpè Missokè, et proposer des perspectives pour une meilleure capitalisation de ces innovations développées dans les quartiers populaires comme Makèpè Missokè.



Dr NJOUONANG Harold

Mots clés : Quartier populaire ; Initiatives innovantes ; Adaptation ; Logements ; Risques naturels.

Sous – thème 3 : les référentiels en matière d'amélioration des quartiers populaires

Les communications suivantes ont été faites, sous la modération du **M. MENYE ME NOAH Fabrice / Expert – chercheur** :

Communication 1, panel C. Participation citoyenne au processus de développement, par **M. OUAMBO OUAMBO Joselin Paulin**, *Etudiant – Chercheur en Anthropologie politique, Département d'Anthropologie, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, de l'Université de Douala.*

Résumé :

Douala, à l'instar d'autres grandes villes du Cameroun ne cesse de s'étendre. Le boom démographique qui se crée de manière spontanée fait naître ce qu'on appelle les quartiers populaires. Dès lors, l'assainissement et l'urbanisation anarchique représentent un problème majeur pour de milliers de citoyens. En effet, selon le Rapport National du Cameroun pour HABITAT – III publié en novembre 2015, le taux d'urbanisation en 2010 était de 52% pour une population estimée à 19.648.287 d'Habitants avec 17 villes d'au-moins 100.000 habitants. L'immense majorité de cette population est installée dans ce qui est convenu d'appeler quartiers précaires et défavorisés, ceci dû en partie à une occupation anarchique des sols et à la pauvreté ambiante de ses occupants.



M. OUAMBO OUAMBO Joselin

Cet article cherche à présenter le problème dans tout son contexte par une étude approfondie et pour le faire, il serait judicieux de nous poser certaines questions pouvant nous permettre de mieux appréhender notre sujet notamment : pourquoi les populations choisissent de s'installer en masse dans ces quartiers dits populaires ? Comment parviennent-ils à s'y installer et y vivre en occultant toutes les règles d'urbanisation ? L'objectif face à ce questionnement est de déceler les raisons qui motivent les populations à s'installer dans les quartiers populaires tout en mettant en exergue les modes de vie permettant à ces populations de vivre dans ces quartiers pendant longtemps.

Notre travail trouve son intérêt dans la volonté de faire une radiographie de l'état actuel de l'assainissement et de l'urbanisation dans les quartiers populaires afin de proposer des voies et moyens devant faire de l'assainissement une réalité pour œuvrer de façon générale au développement social durable.

Pour parvenir à une tentative de compréhension de notre sujet, nous allons retenir l'interactionnisme symbolique comme théorie de travail. Cette dernière, analyse les phénomènes sociaux comme les produits des actions sociales conjointes et réciproques. Elle ressort l'idée selon laquelle la réalité sociale ne s'impose pas aux individus et aux groupes, mais qu'elle est en permanence modelée et reconstruite par eux à travers le processus d'interaction. Ce courant de pensée qui privilégie les études monographiques nous permettra de considérer le sujet étudié, comme des acteurs interagissant avec les acteurs sociaux (la sphère politique) et non comme seulement des agents subissant des pressions sociales. Cette posture valorise les sources de significations et leur portée, les capacités d'interprétation des normes, des règles et des statuts par les acteurs.

Nous inscrivons notre étude dans le champ de la recherche qualitative, puisque cette dernière consiste en la description et l'analyse des comportements des populations en se référant au point

de vue qui est le leur. Cette démarche permettra entre autres de recueillir les opinions des populations sur la perception négative et discriminatoire de leurs quartiers mais aussi sur l'idée de leur participation à la construction de ceux-ci. Ainsi, pour mener à bien notre recherche nous allons utiliser des techniques et outils de collecte des données propres à la démarche qualitative, pour le premier, observation, entretien... et pour le second, guide d'observation, guide d'entretien...

Comme résultats, nous voulons entre autres, sensibiliser et éduquer les populations sur la nécessité de vivre dans un environnement sain et aussi booster leur participation dans des projets de développement.

Mots clés : *assainissement, urbanisation, quartiers populaires.*

Communication 2, panel C. Cartographie mentale comme outil d'appréciation des risques d'inondations dans les quartiers littoraux de Douala, par **M. MBEUGANG Clément**, *Doctorant au Département de Géographie, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Douala*

Résumé :

Les inondations sont l'un des problèmes environnementaux les plus courants et les plus communs des villes camerounaises. Traitées pendant longtemps par des mesures structurelles et techniques, les inondations dans la ville de Douala ont des impacts humains et matériels désastreux. L'ampleur des dégâts causés par les inondations de juin-juillet-août-septembre 2018 dans les quartiers tels que Bobongo et Cité berge pour ne citer que ceux-là étaient au-delà des explications scientifiques. L'objectif de cette recherche est de démontrer que la prise en compte des "cartes mentales" des habitants peut aider à apprécier les risques environnementaux à l'instar des inondations dans le bassin versant de Bobongo. Cette recherche est rendue possible à travers des travaux de terrain par le biais des questionnaires et entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon de 186 ménages. La recherche documentaire, les techniques statistiques, les levées GPS et le recours aux logiciels SIG (ArcGis) ont fait partie de la démarche méthodologie. Il ressort des cartes mentales obtenues que les zones que l'on appelle communément pont libanais, écoles publiques cimetière, carrefour Jean Singulier, bloc 4, pont Ngoua, maison blanche, carrefour Bandrefam sont considérées comme très inondées par les populations. Ces espaces correspondent à la transition entre bas-fonds marécageux et haut terrain avec des altitudes moyennes comprises entre 5 et 9m. La prise en compte de l'espace subjectif impose donc aux géographes un changement complet de paradigme, une nouvelle méthode, un nouvel outil, une nouvelle perspective. La représentation via les cartes mentales est cette nouvelle appréciation des risques environnementaux mis en exergue dans cette étude.



M. MBEUGANG Clément

Mots Clés : *Représentations, carte mentale, risque, problèmes environnementaux, inondation*

Communication 3, panel C. L'amélioration des quartiers populaires, par Dr SADOS TOUNSI Christophe, Expert ONU-HABITAT

Synthèse de la présentation :

Introduction

Le Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles (PPAB), avec l'aide de la Commission Européenne (CE) et le secrétariat de l'Afrique, Caraïbes, Pacifique, (ACP) est l'une des initiatives clé d'ONU-Habitat afin de mobiliser les ressources et les partenaires, pour une contribution commune à la réduction de la pauvreté urbaine. Dans plusieurs villes des pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique, les pauvres vivent dans les bidonvilles. ONU-Habitat définit un ménage de bidonvilles comme un groupe d'individus vivant sous un même plafond dans un milieu urbain, qui manque d'une ou de plusieurs des caractéristiques suivantes :

- Le logement durable (une structure permanente offrant une protection contre les conditions climatiques extrêmes) ;
- Un milieu de vie suffisant (pas plus de trois personnes partageant une pièce) ;
- Le droit à l'eau potable (une eau qui est suffisante, accessible, et qui peut être obtenue sans effort extrême) ;
- L'accès aux facilités sanitaires améliorées (une toilette publique ou privée partagée, avec un nombre raisonnable de personnes), et
- Une sécurité de la tenure (de facto ou de jure le statut de la sécurité de la tenure et la protection contre les déguerpissements forcés)

Le terme « amélioration des bidonvilles » renvoie à une amélioration des conditions de vie des ménages des bidonvilles qui peut être réalisée par un meilleur approvisionnement en eau, l'assainissement, et d'autres services urbains de base ; ainsi que l'amélioration des logements, et l'octroi de la sécurité de la tenure. Le PPAB favorise l'amélioration des établissements existants. Actuellement, il y a 66 villes dans 30 pays où le PPAB est mis en œuvre.

Etapes de réalisation du PPAB

La réalisation du PPAB se fait en six (06) étapes à savoir :

Etape 1, l'analyse de la situation des bidonvilles, qui comprend :

- Décrire les bidonvilles en collectant les informations sur la ville et le bidonville, cartographie de la ville et du bidonville ;
- Analyser les acteurs en présence et émettre les recommandations pour l'amélioration des bidonvilles ;
- Analyser des composantes clés pour l'amélioration des bidonvilles (le foncier, l'accès aux services, le logement et les finances) et émettre les recommandations pour l'amélioration des bidonvilles.

Etape 2, une étude des politiques urbaines de logement et le cadre de régulation

- Etudier les cadres légaux et réglementaires et pertinents pour l'amélioration des bidonvilles et proposer des recommandations de développement urbain favorable au pauvre ;
- Présenter les conclusions et les recommandations lors de la consultation nationale et s'accorder sur les révisions nécessaires.

Etapes 3, la stratégie d'amélioration des bidonvilles et de prévention préparée et adoptée par les acteurs de la ville.

- Analyser les données pour la stratégie d'amélioration des bidonvilles de la ville et définir les sites d'intervention et les actions prioritaires ;

- Définir les activités pour les actions prioritaires, les produits, la localisation, les coûts prévisionnels, les délais, le (s) acteur(s) responsable(s) ;
- Présenter les conclusions lors des consultations nationales et s'accorder sur la stratégie d'amélioration du bidonville.

Etape 4, stratégie de mobilisation des ressources pour l'amélioration du bidonville et la prévention préparée et adoptée par les acteurs

- Evaluer toutes les sources possibles de financement pour l'amélioration des bidonvilles, préparer des propositions pour la mobilisation des ressources additionnelles ;
- Présenter et valider la stratégie de mobilisation des ressources pendant les consultations.

Etape 5, les actions prioritaires approuvées, les projets de démonstration pour l'amélioration du bidonville sélectionnés, et les notes conceptuelles rédigées

- Préparer trois ou plusieurs documents de projets ressortant les actions prioritaires approuvées pour l'amélioration du bidonville ;
- Valider les notes conceptuelles / documents de projets pendant les consultations nationales.

Les divers acteurs au niveau du pays

- Gouvernements centraux
- Autorités locales
- Secteur privé
- Académie
- Equipe pays d'amélioration des bidonvilles
- Agences d'appui
- Société civile/média
- Organisations des habitants

Quelques exemples

1- Le Ghana :

Le Ghana présente une petite expérience pilote qui a été documentée par ONU-Habitat : dans un quartier populaire précaire dense, des négociations ont été engagées par le ministère en charge de l'habitat avec neuf (09) familles vivant dans des bidonvilles. Relogés pendant la durée des travaux, les neuf maisons ont été démolies, la rue et de nouveaux immeubles reconstruits à la place desdites maisons avec pour résultat la disponibilité de nouveaux appartements et des boutiques en rez-de-chaussée et le relogement des anciens habitants dans l'immeuble. Les logements supplémentaires qui pouvaient alors accueillir de nouveaux habitants de bidonvilles permettaient ainsi une opération tiroir destinée à résorber, morceau par morceau, l'ensemble du bidonville.

2- Le Maroc : *Programme Ville Sans Bidonvilles (VSB)*

- Recasement en aménageant des lots pour l'auto construction
- Restructuration sur place en raccordant les parcelles aux réseaux publics et en dégagant les emprises publiques nécessaires
- Relogement en habitat collectif

Ce programme est basé essentiellement sur une forte volonté politique (le Roi et l'Etat ont investi 3 milliards de dollars entre 2004 et 2010) et une forte mobilisation du foncier de l'Etat. Le Programme «Villes sans bidonvilles» (VSB) se fixait comme objectif d'éliminer en sept ans (2004-2010) tous les bidonvilles des centres urbains lesquels abritent plus de 210.000 ménages

Près de 90% des bidonvilles ont été éradiqués et dans ce sens, le secteur de l'habitat a constitué l'un des puissants leviers de croissance du Maroc au cours des dix dernières années.

3- Cameroun

Depuis 2010, le Gouvernement s'est également engagé dans le Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles, initiative des Pays ACP financée par l'Union Européenne et mise en œuvre par ONU-Habitat.

Trois zones précaires dans trois communes (Yaoundé 6, Afan-Mabe et Sisia quarter à Bamenda) sont concernées, avec des niveaux d'avancement différents. Il s'agit pour l'Etat d'expérimenter, sous l'encadrement technique d'ONU-Habitat, une nouvelle approche, essentiellement participative, des interventions dans les quartiers précaires.

Les résultats ne sont pas encore véritablement visibles : on en est encore au stade des études.

Communication 4, panel C. L'amélioration des quartiers populaires, par Dr SADOS TOUNSI Christophe, Expert ONU-HABITAT

Synthèse de la présentation :

Introduction

Les opérations de restructuration/rénovation urbaine sont des interventions de développement urbain de proximité, qui s'adressent aux quartiers en général populaires (forte densité), sur des espaces d'habitat précaire, généralement situés dans les anciens noyaux centraux ou secondaires, sur des terrains insalubres. A l'échelle mondiale, ces espaces, généralement appelés des bidonvilles concernent un milliard d'habitants, ce qui représente environ 35% de la population mondiale. Au Cameroun, les quartiers précaires occupent environ 70% des espaces des centres urbains et regorgent environ 6 millions d'habitants, soit environ 50% de la population urbaine.

Un dispositif juridique est existant et encadre ces opérations. Il s'agit de la loi 2004/003 régissant l'urbanisme au Cameroun (article 53 à 58), du décret 2008/0738 portant organisation des procédures et modalités de l'aménagement foncier et celui N°2016/1246/PM du 23 mai 2016 portant modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'aménagement foncier. Parmi les outils des opérations d'aménagement foncier, on note la restructuration et/ou rénovation urbaine, les lotissements et les opérations d'aménagement concerté.

La **restructuration urbaine** est un ensemble **d'actions d'aménagement** sur des espaces bâtis de manière anarchique, dégradés ou réalisés en secteur ancien, destinés à l'intégration d'équipements déterminés ou à l'amélioration du tissu urbain des agglomérations. La **rénovation urbaine** quant à elle, est un ensemble **de mesures et opérations d'aménagement** qui consiste en la démolition totale ou partielle d'un secteur urbain **insalubre, défectueux ou inadapté**, en vue d'y implanter des constructions nouvelles.

Une opération de restructuration/rénovation urbaine vise l'amélioration **des conditions de vie et de sécurité** des populations ; le renforcement de la fonctionnalité du périmètre considéré au regard de la situation foncière ; de l'état des constructions ; des accès aux habitations ; des espaces



Dr SADOS TOUNSI

verts ; de l'environnement ; des voiries et réseaux divers ; et le renforcement de la fonctionnalité de la vie économique ; des équipements collectifs d'ordre social et culturel.

L'élaboration d'un plan de restructuration urbaine doit respecter les six (06) étapes suivantes :

L'étape 0 ou encore étape d'initiative d'élaboration. Cette initiative peut être prise soit par :

- L'Etat (MINHDU), après une étude de faisabilité ;
- Les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), via une saisine du MINHDU par un dossier comprenant une proposition motivée (étude de faisabilité) avec observation et revendication écrites des populations ;
- D'un Groupement d'Initiative Foncière Urbaine (GIFU), une saisine du MINHDU avec un dossier, via le Maire/DG-CU. Le dossier doit contenir entre autres éléments, une étude de faisabilité.

L'étape 1 ou encore étape de définition du périmètre de l'étude de faisabilité (cf. art.4 du décret 738)

Le périmètre de l'étude est délimité provisoirement par un arrêté, pris par :

- Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, quand le preneur d'initiative est l'Etat ;
- Le DG-CU ou Maire, quand le preneur d'initiative est une Collectivité Territoriale Décentralisée.

La prise de l'arrêté suspend tout examen de demande d'autorisation d'occupation du sol dans le périmètre ainsi délimité jusqu'à l'approbation du plan de restructuration.

Etape 2 ou encore étape d'élaboration d'une étude de faisabilité. L'étude est faite par un aménageur public ou privé sous la responsabilité de l'initiateur.

Etape 3 ou étape de la prescription de l'opération. L'opération est prescrite par un arrêté du MINHDU à la demande de la CTD suivant le cas. Deux éléments importants à savoir ici, la composition du dossier et le contenu de l'arrêté de prescription. Les éléments du dossier diffèrent selon que l'initiateur est l'Etat ou le CDT ou encore un GIFU. Lorsque l'initiateur est l'Etat, le dossier sera composé d'une note d'exposé des motifs du Directeur chargé des opérations de Restructuration/rénovation, d'un PV de validation de l'étude de faisabilité par un comité ADHOC, regroupant toutes les parties prenantes et les documents attestant l'information et l'implication des populations concernées. Lorsque l'initiateur est soit une CTD ou un GIFU, les deux derniers éléments sont les mêmes que ceux de l'Etat, et à ça est ajoutée une lettre de soumission du dossier par le Maire/DG-CU pour CTD et par le Maire uniquement pour un GIFU.

Une fois le dossier traité conforme, un arrêté de prescription, délimitant le périmètre (secteur) concerné est signé. Cet arrêté indique : les modalités d'exécution (sur le plan technique, financier, institutionnel, etc.) ; les sources de financement (est-ce Etat, CTD, population, promoteurs immobiliers, etc.) ; les acteurs impliqués et leurs rôles respectifs ; les modalités d'identification et d'indemnisation des ménages qui seront mis en cause à la mise en œuvre du projet ; les modalités de création des zones de recasement le cas échéant et les modalités de récupération des coûts.

Etape 4 ou de publication de l'arrêté. Dans un délai de 30 jours, l'arrêté de prescription est publié.

Etape 5 ou de finalisation du plan de restructuration. Il est finalisé par l'aménageur sous la responsabilité de l'initiateur.

Etape 6 ou étape d'approbation du plan de restructuration. Le plan de restructuration est approuvé par le Conseil municipal ou de Communauté suivant le cas.

Expérience camerounaise en matière d'intervention dans les quartiers précaires

Après les indépendances et jusque dans les années 70, les opérations de destruction-opérations bulldozer-, suivie de recasement sont engagées : c'est ainsi que naissent les quartiers Fouda, Essos et Manguier, à l'issue de la restructuration du quartier Mokolo, Madagascar, ... dont une grande partie sera transformée en marché. Le quartier « Briqueterie » naît de la restructuration du quartier Hippodrome.

Pour lutter contre les quartiers précaires sont mis en place la MAETUR ARAN pour la zone Nylon à Douala et l'ARYNO à Yaoundé, avec pour objectif de traiter les quartiers spontanés centraux.

La zone Nylon à Douala à la fin des années 80 a vu une concentration d'interventions lourdes sur une seule zone. C'est assurément la seule véritable expérience d'envergure du Cameroun en matière d'amélioration de quartiers précaires. Il portait sur la réhabilitation de 700 ha, pour une population d'environ 200 000 habitants. Seulement, elle n'a pas finalement été une réussite totale : les Suisses, principaux bailleurs de fonds, se sont retirés alors que l'Etat, sous les effets de la crise économique qui frappait le Cameroun de plein fouet, n'arrivait plus à honorer ses engagements.

Conclusion

Les six étapes qui viennent d'être présentées permettent de mettre à disposition du magistrat municipal et des acteurs urbains un document de planification de l'aménagement à l'échelle de quartier et de programmation des travaux de viabilisation.

Les leçons de tous ces projets de restructuration n'ont véritablement pas été capitalisées par le Cameroun et depuis, quelques années, l'Etat peine à trouver ses marques, à définir une méthodologie pour relancer ses interventions en matière d'amélioration des quartiers précaires. La construction des savoir-faire est à refaire complètement.

Sous- thème 4 : Partage d'expériences et expertise des acteurs œuvrant dans le cadre de l'amélioration des quartiers populaires

Le panel 4 était constitué des personnes ressources, intervenant directement dans les quartiers populaires. Ces personnes ont été identifiées sur la base des résultats qu'elles ont sur le terrain.

Sous modération de **M. MONZE Daniel**, expert militant de la société civile et Coordinateur de l'ONG ASSOAL, **S.M Abdou RAMADOU**, chef de 3^{ème} degré du quartier NEW-TOWN AEROPORT, **M. Marius KAPTOUOM**, Coordinateur de l'association "**ON EST ENSEMBLE**" et **M. EKANGA ONOBIONO**, Président du Comité d'hygiène et de salubrité de NEW-BELL Cimetièrre, ont partagé leur expérience et expertise en matière d'amélioration de leur cadre de vie.



S.M. Abdou RAMADOU

S.M Abdou RAMADOU, chef de 3^{ème} degré du quartier NEW-TOWN Aéroport, quartier qui vient d'être lauréat du concours du quartier propre de la Commune d'Arrondissement de Douala 2^e, a présenté leur méthodologie de travail qui consiste pour l'essentiel à nettoyer les drains tous les mercredis et tous les dimanches. Monsieur **Thierry Martial EKANGA ONOBIONO** a, pour sa part, présenté les réflexions sur les stratégies de développement, les réflexions sur l'élaboration des projets d'amélioration du quartier, le curage des caniveaux, le désherbage–investissement humain, le lancement de l'opération « **Toilettes et environnement propres** » ainsi que l'apport en conseils de santé comme exemple d'actions menées principalement les mercredis de 6 heures à 13 heures. Monsieur **Marius KAPTOUOM** enfin a précisé qu'« **ON EST ENSEMBLE** » a décidé de changer la donne selon laquelle les quartiers populaires sont des lieux de misère. Concrètement, avec la méthode du **Community Organizing**, ils ont identifié les problèmes et les acteurs clés de la résolution puis élaboré des actions non violentes. Nous avons fait le choix de partager la synthèse de la communication de l'association On Est Ensemble, pour illustrer ces expériences.



M. Thierry EKANGA ONOBIONO

Présentation de l'expérience de l'association OnEstEnsemble, dans l'amélioration des quartiers populaires, par M. KAPTOUOM Marius, Coordinateur de l'Association

Synthèse de la présentation :

L'association OnEstEnsemble est basée à Douala (Bepanda). Elle est créée en Juin 2017. Son objectif est d'amener les habitants des différents quartiers où elle est implantée, à s'organiser ensemble, pour améliorer leurs conditions de vie, en organisant l'expression et la mise en action des habitants sur les problèmes concrets qu'ils rencontrent au quotidien.

De plus, nous œuvrons pour l'accès à l'eau potable dans les quartiers, l'amélioration de l'offre en électricité, la lutte contre l'insécurité et le contrôle citoyen des politiques publiques...

A ce jour, l'association est implantée dans 9 quartiers dans la ville de Douala notamment **Bepanda TSF, Omnisport, Makèpè 1 Missokè, Bonewonda-Bonamoussongo, Sic-Cacao, Deido Grand Moulin, TSF-Cacao Barry, Makèpè Ancienne Décharge, Bepanda Voirie**... Nous comptons aujourd'hui plus de 475 Membres, et 5000 sympathisants dans l'ensemble des quartiers où nous sommes implantés.

Notre mission

1. Obtenir des changements concrets dans les quartiers défavorisés sur les problèmes identifiés ;
2. Mobiliser les habitants des quartiers populaires et solliciter la participation citoyenne et l'implication des personnes touchées ;
3. Expérimenter des méthodes originales de renforcement de la société civile et de démocratie participative au niveau local comme levier de développement social dans les quartiers pauvres.

Des résultats concrets obtenus contre différents problèmes :

- ☑ Plus de 350 poteaux électriques défectueux remplacés dans 6 quartiers (Cacao Barry, Tsf Cacao Barry, Deido Grand Moulin, Omnisports, Makèpè 1 Missokè et Bepanda Bonewonda)
- ☑ Reconnexion de 40 ménages coupés du réseau d'eau Camwater depuis 6 ans à Bépanda Bonewonda



M. KAPTOUOM

- ✔ Reconnexion du Lycée Bilingue de Bepanda coupé du réseau d'eau Camwater depuis 10 ans
- ✔ Reconstruction du pont appelé « vérité » par l'entreprise Sogea Satom à Makèpè Missokè (pont qui relie Missokè de Bepanda Fraternité)
- ✔ Reconstruction de la barrière Camtel tombée depuis 2017 et paiement de la somme de 250.000 FCFA aux habitants qui avaient enlevé les gravats de la route lors de l'effondrement du mur
- ✔ Suivi citoyen
=> Déguerpissement sans indemnisation des habitants de cacao Barry et Tsf Cacao Barry => Projet de restructuration des quartiers précaires => Projet « Douala Ville Durable ».

RECOMMANDATIONS

Au terme de la première édition du **Salon Villes et Toits du Cameroun** les recommandations ont été formulées par les participants et adressées aux acteurs suivants :

Recommandations à l'endroit des populations des quartiers populaires

- ✔ Associer l'ordre national des architectes afin que les modèles que nous produisons épousent nos valeurs traditionnelles ;
- ✔ Faire la promotion d'un calendrier fédérateur pour créer une masse critique capable de donner beaucoup plus d'envergure aux activités menées par exemple les comités d'hygiène et de salubrités des quartiers dans tous les quartiers de la ville de Douala ;
- ✔ Faire une cartographie du potentiel à valoriser, existant dans les quartiers populaires.

Recommandations à l'endroit du CODAS Caritas Douala

- ✔ Associer l'ordre national des architectes afin que les modèles que nous produisons épousent nos valeurs traditionnelles ;
- ✔ Prévoir/élaborer des activités mobilisant plusieurs organisations ;
- ✔ Faciliter l'échange d'expériences entre les organisations travaillant sur la même thématique.

Recommandations à l'endroit des partenaires du CODAS Caritas Douala

- ✔ Faciliter l'accès des OSC aux financements venant des ambassades et représentations diplomatiques ;
- ✔ Mettre en place un programme de formation des membres des organisations sur les thématiques sollicitées, notamment du droit à la ville ;
- ✔ Promouvoir, organiser, valoriser et prioriser le partenariat municipalités et populations locales.

Recommandations à l'endroit des autorités administratives des villes camerounaises

- ✔ Travailler de concert avec tous les acteurs au processus d'amélioration des conditions de vie des populations ;
- ✔ Associer l'ordre national des architectes afin que les modèles que nous produisons épousent nos valeurs traditionnelles ;
- ✔ Renforcer la décentralisation et ce faisant renforcer le développement communautaire ;
- ✔ Conserver les savoir-faire des quartiers populaires dans leur site originel.



CODAS
Caritas Douala
PROJET AQP

 179 Douala – Cameroun
 codascaritasdouala@yahoo.fr
 675 897 163 / 656 853 771



www.projet-aqp.com